

## **Entre la méthanisation, le photovoltaïque, l'inflation ou la délicate question du renouvellement des générations, les sources d'inquiétude ne manquent pas pour le monde agricole à l'orée de 2024.**

En cette toute fin d'année 2023, le monde agricole se porte plutôt bien en Aveyron, alors que l'agriculture et l'agroalimentaire restent encore le premier vecteur économique du département avec 1/3 de son produit brut (près de 25 % des 14 milliards de l'ensemble régional), mais aussi plus de 10 000 chefs d'exploitation pour plus de 7 500 exploitations, et près de 1 400 salariés agricoles pour 2 000 Gaecs (groupement agricole d'exploitation en commun). Un bon bilan qui ne doit pas servir de trompe-l'œil.

"Le challenge des dix prochaines années n'a pas changé"

En pratique, si l'Aveyron réussit, malgré des conditions difficiles, à rester un des premiers départements en termes d'installation de jeunes agriculteurs, la transmission n'est pas assurée. « Le ratio est correct, mais nous avons toujours une arrivée pour deux départs. Le challenge des dix prochaines années n'a pas changé : ce sera le renouvellement des générations », précise Jacques Molières, maire de Montbazens et président de la chambre d'agriculture de l'Aveyron. En 2023, ils ont ainsi été près de 150 à franchir le pas (un chiffre similaire au 157 recensés en 2022).

Un défi qui se complexifie encore alors que 45 % des agriculteurs ont aujourd'hui plus de 50 ans. « Si nous voulons maintenir la dimension économique agricole de ce département, il faudra trouver des hommes et des femmes. L'agrandissement des exploitations n'est pas le modèle qui sauvera l'Aveyron, mais les Gaecs peuvent permettre d'offrir aux jeunes un certain confort de travail », résume Jacques Molières. « Nous avons fait le choix, il y a près de vingt ans d'avoir une agriculture à taille humaine, un équilibre entre les Hommes, l'économie et le territoire. Il faut le consolider pour l'avenir. »

On l'aura donc compris, les fils et filles d'agriculteurs ne suffiront pas et c'est là le principal enjeu à long terme pour le département. « C'est ce qui me tracasse, cette lassitude des paysans et la difficulté d'attirer les jeunes. Ils en ont marre qu'on les traite comme des pollueurs, mais aussi de la part toujours plus importante de l'administratif. Et en plus, il y a un risque d'avoir prochainement treize politiques régionales d'installation, maintenant que la compétence a été transférée. Cela va nous rendre la tâche plus difficile. »

"Globalement, l'agriculture aveyronnaise ne se porte pas mal, mais il nous faut rester vigilant"

Entre la méthanisation, le photovoltaïque, et l'éolien, les interrogations ne manquent pas à l'orée de 2024. « Sur les énergies renouvelables, ma position reste là même. Le sol aveyronnais doit servir à l'alimentation des ovins, des bovins et des caprins, à l'alimentation animale point », rappelle le président de la chambre d'agriculture de l'Aveyron. « Le sol ne doit pas alimenter les méthaniseurs ou être couvert de photovoltaïque. Il ne faut pas abîmer notre mosaïque de paysage. Nous sommes un département d'élevage. Si on banalise l'Aveyron, on le tuera ».

À cet enjeu, il faut aussi ajouter la plus difficile cohabitation entre agriculteurs et animaux sauvages. « On a accepté la réintroduction des vautours en Aveyron avec 350 couples mais aussi le loup », prévient Jacques Molières. « Mais il faut à présent revenir à l'équilibre. Quand il y a surpopulation et des attaques, il faut agir. La priorité, c'est l'élevage pour ce département. »

Et cela d'autant plus que le contexte inflationniste frappe durement les agriculteurs. « Il faut que les produits agricoles soient payés à leur juste valeur. La loi a fait un pas. Les paysans servent de variable d'ajustement », complète celui qui est aussi un élu de proximité. « Est-ce qu'il y a une autre production, où ce n'est pas celui qui produit qui fixe le prix ? Moi, je n'en connais pas. Il faut que les prix soient en adéquation avec les charges. Globalement, l'agriculture aveyronnaise ne se porte pas mal, mais il nous faut rester vigilant. » Et surtout sur les crises sanitaires qui secouent à répétition le monde agricole, comme la fièvre catarrhale ovine ou la MHE. « Le sanitaire prend de plus en plus de place, même si nous ne sommes pas touchés pour le moment par la MHE. Mais, il y a un risque pour 2024. La première prudence, c'est d'avoir des animaux en bonne santé et donc protéger le sol aveyronnais. »